



## 27<sup>ème</sup> Journée de l'Europe

**Discours du Secrétaire général de l'Organisation internationale de la Francophonie, le Professeur Boutros Boutros-Ghali, à l'Aula Magna de l'Université de Fribourg, le 16 avril 2002.**

“Monsieur le Recteur,  
Excellences,  
Mesdames, Messieurs,

Je suis particulièrement heureux de pouvoir honorer, aujourd'hui, la promesse que je vous avais faite, Monsieur le Recteur, d'être l'hôte de votre Université à l'occasion de la Journée de l'Europe. Cela tient à deux raisons.

La première est que je suis moi-même un universitaire, et que je retrouve toujours avec beaucoup d'émotion ces lieux dédiés à la connaissance, à la réflexion, à la recherche.

La seconde tient à la nature même de votre Université, à son bilinguisme, à sa volonté d'ouverture sur les autres langues, les

autres cultures, les autres religions. Et vous comprendrez qu'en tant que Secrétaire général de l'Organisation internationale de la Francophonie, je sois particulièrement sensible à votre démarche, car la Francophonie, telle que je la conçois, se veut d'abord au service de la diversité culturelle et du dialogue des cultures.



C'est avec infiniment de plaisir, enfin, que j'ai répondu à votre chaleureuse invitation, parce que vous me donnez l'occasion de vous livrer un certain nombre de réflexions sur l'Europe, non pas en tant qu'Européen, mais en tant que Tiers-mondiste, préoccupé au premier chef par les relations entre l'Europe et le Sud de la Méditerranée.

Car je suis convaincu qu'il y a, dans la volonté et dans la capacité qu'aura l'Union européenne, de développer, non pas une politique, mais une véritable stratégie méditerranéenne, un enjeu essentiel pour les années à venir. L'Europe ne pourra être l'Europe

que si elle s'engage en faveur de la non-Europe.

A cet égard, il faut bien reconnaître que, malgré les liens historiques, culturels, et souvent privilégiés qui unissent les peuples par-delà les deux rives de la Méditerranée, l'Europe, s'est, au fil de sa construction, progressivement détournée des pays du Sud.

La création d'un Marché commun, en 1957, s'est faite en direction du Nord. Quelques années plus tard, en 1985, l'intégration de l'Espagne, du Portugal et de la Grèce a eu comme conséquence, parmi d'autres, la

marginalisation économique de certains pays du Sud de la Méditerranée. Je pense, notamment, au Maroc. L'élargissement de l'Europe, en 1995, n'a fait que confirmer cette tendance. Et l'Union européenne prépare, aujourd'hui, son ouverture à l'Est.

En outre, la construction européenne a profondément modifié la nature des rapports d'antan. Les relations bilatérales et multilatérales qu'entretenaient les pays des deux rives ont fait place à des relations en quelque sorte "unilatérales", entre, d'un côté, une Union européenne forte d'un bloc de 15 Etats sur-développés, et de l'autre, 12 Etats sous-développés se présentant en ordre dispersé.

Tout cela est très significatif, me semble-t-il, du "déséquilibre", pour ne pas dire du désintérêt qui s'est insinué dans les relations entre le Nord et le Sud de la Méditerranée.

Il y a eu, certes, en 1995, la Conférence de Barcelone qui a constitué un événement considérable, en réunissant, pour la première fois, l'ensemble des chefs d'Etat de la rive Nord et de la rive Sud de la Méditerranée, en vue d'instaurer un partenariat global, censé déboucher sur une zone de paix, de stabilité et de prospérité partagées.

Sept ans après, le bilan du processus de Barcelone reste bien en deçà des attentes et des enjeux.

Il révèle, par ailleurs, un certain nombre de dysfonctionnements dans la signature des accords d'association, mais aussi une vacuité dans les domaines politique et culturel. Une vacuité d'autant plus grave que la situation au Proche-Orient ne cesse de se détériorer dans l'horreur, la haine et le sang. Une vacuité d'autant plus grave que nous avons vu fleurir, depuis les attentats du 11 septembre 2001, toute une série d'amalgames, entre Islam et terrorisme, qui sont à même de fausser ou de rompre, à tout moment, un dialogue et une coopération déjà mal engagés.

A cela, certains rétorquent que l'Europe ne peut être sur tous les fronts à la fois. Et qu'il lui faut continuer à se renforcer, à se consolider, à se structurer dans son propre espace, pour pouvoir, dans un second temps, envisager une relance de sa coopération avec le Sud de la Méditerranée.

Je crois qu'il serait dangereux d'imaginer que l'on peut désolidariser, en fonction des besoins et des moments, la rive Nord et la rive Sud de la Méditerranée. Ces pays n'ont pas seulement en partage une histoire et un destin. Ils sont irrémédiablement liés

par la géographie et l'espace.

En d'autres termes, il est des réalités incontournables dont les conséquences se font ou se feront très vite sentir, non seulement au Sud, mais aussi au Nord de la Méditerranée.

Première réalité incontournable : la croissance démographique qui caractérise les pays du Sud, depuis la fin de la seconde guerre mondiale.

C'est dire qu'en 2050, les pays du Sud de la Méditerranée compteront 305 millions d'habitants, soit 129 millions de plus qu'aujourd'hui, et auront pratiquement rejoint les pays européens qui représenteront 339 millions de personnes.

On voit immédiatement ce que cela induit pour les pays du Sud de la Méditerranée:

- la difficulté d'intégrer socialement une population toujours

**“Une vacuité d'autant plus grave que la situation au Proche-Orient ne cesse de se détériorer dans l'horreur, la haine et le sang.”**

Selon les projections établies, d'ici à 2050, la population de la Turquie, par exemple, augmentera de 46%, celle de l'Algérie de 63%, celle de l'Egypte de 65% et celle de la Syrie de 118%.

plus nombreuse, et qui sera constituée, à l'horizon 2050, pour près de moitié, de jeunes de moins de 15 ans;

- l'impossibilité, pour ces populations en expansion, de se





répartir harmonieusement sur leur territoire, dans la mesure où la plupart de ces pays laissent une large place au désert, comme c'est le cas, dans mon pays, l'Egypte, qui concentre une partie importante de sa population sur les fines bandes de terre cultivable, mais difficilement extensibles, qui bordent les rives du Nil. Avec ce corollaire obligé qu'est le développement vertigineux et préoccupant de mégapoles, dont Le Caire constitue un parfait exemple.

Dans le même temps, les 50 prochaines années vont voir la population européenne diminuer de 17%.

L'Union européenne sera alors dans l'obligation, comme l'a établi un récent rapport de l'ONU, de faire venir 1,6 million d'immigrés par an, si elle veut combler son déficit de main d'œuvre et maintenir son taux de croissance actuel.

Deuxième réalité incontournable : l'aggravation des inégalités entre les deux rives de la Méditerranée. Jamais ces inégalités n'ont été aussi criantes !

Les chiffres parlent d'eux-mêmes: Le Produit national brut par habitant est aujourd'hui d'environ 3'000 euros en Egypte, contre 20'000 euros en France.

Et le PNB d'un Allemand est 7 fois plus élevé que celui d'un Marocain.

Ces inégalités, qui se sont aggravées sous le coup de la mondialisation et de la libéralisation des échanges, vont aller encore en se creusant du fait de l'explosion démographique des pays du Sud et de la diminution de la population en Europe.

Par ailleurs, ces inégalités s'accompagnent d'une dépendance économique croissante du Sud de la Méditerranée à l'égard de l'Europe.

En effet, le commerce extérieur de ces pays s'effectue, pour l'essentiel, avec l'Europe, à hauteur, par exemple, de 53% pour le Liban, de 56% pour le Maroc, de 60% pour l'Algérie et de 75% pour la Tunisie !

Mais, parallèlement, la part des pays méditerranéens dans le commerce extérieur de l'Union européenne diminue.

C'est dire que les 5 milliards d'euros d'aide européenne aux pays sud-méditerranéens, pour la période 2001-2006, semblent finalement peu de chose, comparés, surtout, aux 40 milliards d'euros que la Commission européenne aurait proposé pour faciliter l'adhésion des pays est-européens, entre 2004 et 2006.

Ces deux réalités incontournables que sont l'accroissement démographique, d'une part, et l'aggravation des inégalités, d'autre part, sont lourdes de conséquences immédiates, et à venir.

Première conséquence : une instabilité sociale et politique dans l'ensemble du bassin méditerranéen, qui constitue une source larvée de conflits.

Deuxième conséquence : la montée en puissance du fanatis-

me et du fondamentalisme, dont on sait qu'ils trouvent un terreau dans un quotidien synonyme, notamment pour la jeunesse, de misère, de frustrations, de chômage et d'absence de futur.

**“Et le PNB d'un Allemand est 7 fois plus élevé que celui d'un Marocain.”**

Troisième conséquence : une demande migratoire en constante augmentation. Sur les 18 millions d'immigrés, officielle-

ment recensés dans les pays de l'Union européenne, 11 millions sont, déjà, aujourd'hui, originaires des pays du Sud de la Méditerranée, soit près des 2/3. Et on constate, par exemple, que

l'Italie, l'Espagne, le Portugal et la Grèce qui, traditionnellement envoyaient des migrants à l'étranger, sont à leur tour devenus



d'importants pays d'immigration. C'est ainsi que le nombre d'immigrants marocains enregistrés en Espagne et en Italie a été multiplié par 20, entre le milieu des années 80 et aujourd'hui.

Il faut également prendre en considération l'immigration clandestine qui, par définition, ne saurait être chiffrée avec précision.

Il faut, enfin, prendre en considération les demandes d'asile, à caractère, désormais, économique plus que politique.

L'immigration du Sud constitue donc, pour l'Europe, un des grands défis des années à venir. Un défi qu'elle ne pourra relever à coup de mesures défensives, ou même de politiques migratoires

**“Il faut, enfin, prendre en considération les demandes d'asile, à caractère, désormais, économique plus que politique.”**

pensées à court terme, et en fonction des seuls besoins du marché du travail.

C'est dire que la question de l'immigration du Sud doit faire l'objet d'une approche nouvelle, tout à la fois positive et globale. Il faut, en effet, une approche résolument positive, c'est-à-dire dépolitisée et dépassionnée.

Au moment où l'on proclame, à raison, que les biens culturels ne sont pas des marchandises comme les autres, ayons le courage d'affirmer, aussi, que les immigrés ne sont pas une marchandise !

Adopter une approche positive des migrations, c'est considérer qu'elles peuvent être un lien bénéfique entre les pays d'accueil et les pays d'origine, pour ce qui concerne, notamment, le développement de ces derniers.

Car il ne faut pas oublier que les pays d'origine sont les premiers à pâtir du départ de leurs ressortissants, dans la mesure où ce sont souvent les plus dynamiques et les plus qualifiés d'entre eux qui font le choix de l'immigration.

Il faut, deuxièmement, promouvoir une approche globale des migrations. C'est dire une approche qui prenne en compte ces migrations dans leur aspect économique, politique, mais aussi culturel.

Pour la première fois, depuis le Moyen Age, l'Islam est devenu une réalité dans l'Europe chrétienne.

Cette rencontre et cette coexistence, entre deux religions différentes, entre deux cultures différentes, ne doivent pas être laissées à l'improvisation.

Elles doivent être préparées et organisées à travers toute une série d'actions fondées sur un principe de réciprocité. Qu'il s'agisse de l'enseignement de la langue arabe, qu'il s'agisse de la traduction des oeuvres, qu'il s'agisse de la circulation des productions culturelles.

La reconnaissance de l'héritage culturel étranger a été à l'origine de l'identité européenne. Et cette pratique de l'hybridité et du métissage reste plus que jamais d'actualité. Elle doit inciter l'Europe à accueillir l'étranger pour l'intégrer et l'accepter dans son altérité, à dialoguer avec les autres cultures, à s'ouvrir sur ce qui n'est pas l'Europe pour contribuer à l'avènement de la civilisation de l'universel.

Je voudrais, maintenant, en venir à une troisième et dernière réalité : la situation politique dramatique qui secoue le Sud de la Méditerranée.

En disant cela, nous avons tous à l'esprit, bien sûr, le conflit arabo-israélien qui ne pourra être réglé que par la présence de forces multinationales sur les frontières qui séparent l'Etat de Palestine

d'Israël et par de longues négociations. Mais il est d'autres conflits potentiels ou latents, qui peuvent à leur tour enflammer cette région, sans que l'Europe puisse prétendre rester à l'écart ou à l'abri.

Je pense au conflit entre la Grèce et la Turquie, concernant Chypre. Je pense à la question du Sahara occidental qui n'est toujours pas résolue. Je pense au problème irakien. Je pense, aussi, à d'autres conflits qui pourraient éclater, et qui ont failli éclater à maintes reprises déjà, autour du problème de l'eau. Un problème auquel je me suis particulièrement intéressé, lorsque j'étais ministre des Affaires étrangères d'Égypte, dans la mesure où le Nil constitue la ressource essentielle de mon pays.

Il n'est qu'à voir le différend irako-syro-turc, à propos des eaux de l'Euphrate, ou encore le différend israélo-syrien à propos des ressources du Jourdain.

Il y a là des situations conflictuelles latentes, qui peuvent à tout moment exploser.

Dans le même ordre d'idées, on a vu combien les ressources pétrolières, qui sont concentrées, pour 60%, dans cette région du monde, constituent pour beaucoup de pays occidentaux, au premier rang desquels les États-



Unis, un enjeu stratégique important, et donc conflictuel.

Bien que ces zones de conflits, avérées ou potentielles, se situent aux portes mêmes de l'Europe, c'est de l'hyperpuissance, - nation extra-européenne, - qu'émanent les initiatives et la décision. Je ne prendrai que deux exemples :

- celui du Proche-Orient, tout d'abord, où l'Union européenne n'est pas parvenue à s'imposer, laissant, aujourd'hui encore, l'initiative et le rôle de principal médiateur, aux seuls États-Unis d'Amérique.

- deuxième exemple : celui de l'ex-Yougoslavie, où l'Europe, faute d'une doctrine adaptée, d'une vision collective, et d'une

capacité propre en matière de maintien de la paix, n'a pu qu'opposer la résignation face aux violations intolérables des principes fondamentaux du droit international, commises à ses portes.

Et c'est en dernier ressort les Etats-Unis qui sont apparus, avec les Accords de Dayton, comme les principaux artisans de la paix dans cette partie du monde.

Il y a donc là un autre défi pour l'Europe, celui qui consiste à se doter d'une véritable politique étrangère de défense et de sécurité commune, dans une vision multipolaire et multilatérale du monde.

A moins d'admettre que l'hyperpuissance peut gérer, à elle seule, les relations internationales de la planète.

A moins d'admettre qu'elle peut être présente sur plusieurs fronts diplomatiques ou militaires à la fois, qu'elle peut être juge et partie.

A moins d'admettre qu'il n'y pas place sur l'échiquier mondial pour l'avènement de nouvelles super-puissances, dont pourtant l'Europe a tous les attributs.

**“Il y a donc là un autre défi pour l'Europe, celui qui consiste à se doter d'une véritable politique étrangère de défense et de sécurité commune, dans une vision multipolaire et multilatérale du monde.”**

Monsieur le Recteur,  
Mesdames, Messieurs,  
Mes chers Amis,

Telle sont là les quelques réflexions que je voulais vous livrer, aujourd'hui. Elles sont, pour la plupart, marquées au sceau d'un réalisme que l'on pourrait interpréter comme une marque de pessimisme.

Bien au contraire ! je crois que l'Union européenne, première puissance commerciale au monde, entité régionale, tout à la fois moderne et riche d'un fabuleux patrimoine historique et culturel, dispose de tous les atouts pour se doter d'une grande politique méditerranéenne,

généreuse et humaniste, et atteindre ainsi son plein épanouissement.

En effet, l'Europe est tentée aujourd'hui de regarder vers le Nord, son économie, sa technologie.

Elle est tentée de regarder vers l'Est, ses territoires, son commerce.

Mais ce n'est qu'au Sud, à travers la solidarité et la fraternité, qu'elle pourra renouveler l'humanisme qui a fait sa grandeur et son rayonnement universel.

Je vous remercie.”

**Impressum:**

Service Presse + Communication, Université, Miséricorde,  
1700 Fribourg  
Tél. +41 (0)26 300 70 34 - Fax +41 (0)26 300 97 03  
press@unifr.ch/spc  
Resp.: Roberto Induni  
Photos: Charly Rappo  
Layout: Jean-Daniel Sauterel  
Nachdruck, auch auszugsweise, ist genehmigungspflichtig.  
Toute reproduction est interdite sans autorisation écrite.